



**Contribution de Monsieur Jean-Pierre VETTOVAGLIA, ancien Ambassadeur et
Représentant personnel du Président de la Confédération suisse, essayiste et
administrateur de banque (Genève).**

Séminaire « La Francophonie autour des 25 ans de la déclaration de Bamako »

Séance du 3 juillet 2025

« *La Fin de l'Histoire et la Déclaration de Bamako* »

Il me paraît important de se replonger tout d'abord dans le contexte de l'époque et de partager les pensées des rédacteurs et négociateurs de la Déclaration de Bamako avant que de passer aux jugements a posteriori.

Le contexte de l'époque

Je rappelle qu'en 1989, dans un article fameux, Francis Fukuyama, alors conseiller au Département d'État américain, suggérait que la démocratie libérale, en passe de triompher de toutes les idéologies rivales, pourrait constituer la forme finale de tout gouvernement humain. Déjà la Charte des Nations Unies de 1945 avait mis la guerre hors la loi (l'expression est de Joseph Maila).

La Déclaration de Bamako participait de cet enthousiasme généreusement répandu en Occident. Nous étions tous fiers d'avoir mis sur pied, en toute bonne foi, un texte normatif aussi avancé sur la démocratie, sur le rejet de toute interruption du processus démocratique et sur la réaction face aux violations graves des droits de l'homme. Nous avions tous en nous la même notion du sens de l'histoire. Nous pensions qu'inéluctablement, des sociétés culturellement différentes évolueraient vers la démocratie libérale, stade final de la marche de l'histoire.

Non seulement le libéralisme moderne et la démocratie ne sont pas le stade final de l'histoire mais le poids de la violence la plus débridée et des injustices les plus flagrantes font dire aujourd'hui aux auteurs de la Déclaration : « essayé mais pas pu... ». Le monde a replongé dans le chaos sanglant de l'histoire et dans un nouvel âge de l'abêtissement général.

Hervé Védrine a souvent recours à cette formule inlassablement répétée : nous avons cru vivre dans un monde de « bisounours » alors que tout autour de nous, nous avions à faire à un « Jurassic Park ».

Rétrospectivement, nous aurions dû modérer nos attentes

Entièrement vouée à nos sacrosaints principes de bonne gouvernance, la Déclaration masquait bien des réalités endogènes et exogènes. Toutes ces réalités ont été décrites par Philippe Hugon et moi-même dans un texte sur les enchevêtrements des crises et des conflits repris dans le volume III de la trilogie publiée par Bruylant sous le titre « Prévention des crises et promotion de la paix » coédité par moi-même comme maître d'œuvre et par Christine Desouches, Jean du Bois de Gaudusson et Joseph Maila entre autres.

Parmi les réalités endogènes « oubliées » citons les principaux déterminants de notre première chaîne :

- 1) Une démographie non maîtrisée, voire galopante.
- 2) Une économie en rade, sans amélioration notoire du PIB par tête d'habitant.
- 3) Des problèmes ruraux et fonciers (raréfaction des terres agricoles, appauvrissement des écosystèmes, densité au km²)

S'ajoutent à cela :

- 4) Des problèmes ethniques
- 5) Des problèmes religieux
- 6) Et les affrontements entre ce que nous appelions l'Afrique noire et l'Afrique Blanche, soit les pénétrations caravanières et un passé de traite d'esclaves.

Une deuxième chaîne de déterminants permet d'identifier des économies de prédation ou criminelle (locale, nationale, internationale) qui s'accommodent mal des beaux principes de Bamako.

Une troisième chaîne, enfin, regroupe tous les éléments relatifs à l'exercice du pouvoir politique d'États encore faibles ainsi qu'à l'implosion progressive des appareils d'États déjà initialement bien fragiles.

Enfin, l'Afrique reste certainement la mauvaise conscience des anciennes puissances coloniales, restées dans une vision exploitatrice. Cet héritage ne facilite guère la tâche des dirigeants actuels de l'Afrique sans rien enlever de leurs responsabilités propres, nombreuses et avérées.

Nous avons fait abstraction de réalités très concrètes :

- 1) Les indépendances ont été accordées dans un contexte d'impréparation absolue et de manque de structures administratives et d'infrastructures, sauf celles destinées à l'exportation des richesses du sol et du sous-sol. Aucune industrie de transformation ne s'est jamais installée sur le sol africain. Le commerce inégalitaire des matières premières n'a pas fait l'objet de mesures correctives.
- 2) Ne mentionnons pas l'affligeant manque de coordination de l'aide internationale, ni les mauvaises politiques et les erreurs graves dans la réduction de la dette et les ajustements structurels.

Le politiquement correct qui impose sans attendre, tout et tout de suite, pêle-mêle, la démocratie, les droits de l'homme, le mimétisme constitutionnel, le multipartisme, la justice

indépendante, la liberté de la presse et des élections libres, fiables et transparentes restera une exigence qui parfois n'a pas manqué de tourner à la farce tragique.

D'autant que des intérêts stratégiques et commerciaux assuraient à bien des dictateurs un soutien occidental infirmant d'un côté ce que l'on exigeait de l'autre.

Bien sûr ces pays affaiblis souffrent d'une gouvernance interne gravement défailante sur laquelle les principes de Bamako ne pèsent rien. Dans ce contexte des idéaux de Bamako se sont retrouvés sans grande relation avec les réalités du terrain.

Qu'avions-nous oublié ?

Que la démocratie est une forme de gouvernement qui présuppose un certain degré d'intégration sociale, l'existence d'une véritable classe politique dotée de quelques notions de l'intérêt national et un minimum de développement économique réparti sur l'ensemble de la population.

Comme le dit violemment Gérard Prunier, des « tropical gangsters » au milieu de « stagnating swamps » ont perverti les nouvelles institutions (« it would be perhaps better to say that the State is a cow to be bled quickly before it slips into somebody else's hands »). Ils les ont vidées de tout esprit démocratique qui contrarie les habitudes de népotisme et la répartition du butin.

La Déclaration de Bamako ne pouvait pas survivre longtemps.

Elle se voulait un modèle, certes un peu vaniteux comme l'équivalence entre démocratie et développement, qui a dysfonctionné.

Vaclav Havel disait que « sans des valeurs et des obligations morales partagées par tous et profondément ancrées, ni la loi ni un gouvernement démocratique ne pourront fonctionner ». Tout est dans cette phrase ! Et c'est cela l'explication de l'échec de Bamako.

Gérard Conac avançait que la démocratie devait être « une éthique ». Blaise Pascal dans ses Pensées (294) affirmait quant à lui : « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà"...Et puis cette phrase du SG de l'ONU en 2012 (le Coréen Ban Ki-Moon) : « reste également à savoir dans quelle mesure le renforcement de la démocratie en général et la tenue d'élections en particulier, facilitent une gestion constructive de la diversité dans l'Afrique contemporaine ». **Voilà une question infiniment insolente qu'aucun des rédacteurs et négociateurs de la Déclaration ne s'est jamais posée. À la place, nous nous sommes achetés une bonne conscience.**

Quant aux facteurs exogènes, le temps manque pour les analyser :

Je ne mentionnerai donc qu'en passant les violations répétées du droit international par la première puissance mondiale, en particulier depuis l'année 2003, et sa capitale dysfonctionnelle, sans compter celles de ses vassaux, une démocratie de plus en plus sous perfusion en Occident, le silence imposé aux opposants, les arrestations arbitraires : **rien de tout cela ne fera aimer à qui ce soit en dehors de l'Europe notre Déclaration de Bamako.**

Le monde a basculé ; il est en rupture et l'Occident ne servira plus de modèle. La Déclaration de Bamako appartient à l'histoire. Nous restons fiers de l'avoir vécue, car nous étions tous de bonne foi. Et très déçus de notre échec...sans doute inéluctable. Nous avons engagé une course

que nous avons perdue. Au lieu de cela, nous avons de nombreux points de rupture dans notre vision de démocratisation effective sur l'ensemble du globe.

Nous en sommes arrivés à la contestation de la globalisation et à la fin de trois siècles d'hégémonie occidentale. L'on assiste au retour des forces nationalistes et à une expansion du fondamentalisme religieux. La remise en cause du modèle occidental et de l'Amérique elle-même sera violente. La mondialisation est en effet trouée de foyers de haine et d'extrémismes. Un scénario de tensions croissantes va s'ouvrir devant nous avec d'insolubles problèmes migratoires. Les logiques d'affrontement risquent de prendre le dessus et seront une source permanente d'instabilité. L'histoire longue est avant tout tragique. **Bamako fut une parenthèse enchantée. Que l'on s'en souviennent ainsi.**

Commentaires supplémentaires concernant la Francophonie et l'Organisation internationale de la Francophonie en particulier

La Francophonie en général peut être considérée de deux points de vue distincts. Il y a les réalistes qui ne peuvent pas nier les difficultés qu'elle rencontre présentement, son constant affaiblissement que ce soit en France même et encore davantage dans les enceintes internationales. La situation est grave et même quelque peu désespérée actuellement sans réelles perspectives d'amélioration.

Et elle a aussi ses « grands prêtres stratosphériques » pour qui la conjoncture internationale ne joue aucun rôle et qui défendent la Francophonie contre vents et marées comme une donnée éternelle et inamovible du paysage, détachée de tout contexte.

L'ASOM n'a d'autre choix que celui du réalisme.

D'un autre côté, **l'Organisation internationale de la Francophonie** est entrée dans une phase de déclin probablement irréversible.

Elle a contre elle, pêle-mêle : ses performances notoirement insuffisantes, un manque d'engagement de l'Élysée sans qui l'OIF n'a pas existé au-delà de ses deux premiers Secréétaires généraux, son insignifiance financière et en matière de coopération, la récente désertion de quelques-uns de ses membres africains, dont un membre fondateur. La tentative de la transformer en mini-Assemblée générale de l'ONU n'a jamais été probante. Comparée aux agences du système onusien, l'OIF dispose d'un corps d'employés qui ne soutient pas la comparaison qualitative. Le Corps diplomatique auprès d'elle affecté apparaît très faible aussi en comparaison. Le plus grand champ mortifère d'Afrique depuis des dizaines d'années, à savoir celui des Grands Lacs, vient de connaître un accord de paix obtenu sur nos terres francophones... par un dénommé Donald Trump. What else ? Francophonie politique : « Quo vadis domine ? ».

J'ai appris des Jésuites alors que je publiais un article dans leur revue « Études » qu'aucune conclusion ne devait fermer la porte à des développements positifs.

Alors ne perdons pas espoir dans un contexte difficile. Et sachons rester modestes et lucides.

Relativiser artificiellement les ruptures et les difficultés ne sert à rien cependant. **Il faut conserver la Déclaration de Bamako comme un point de référence. Une réflexion sur les valeurs démocratiques reste possible cependant au travers d'un possible observatoire de la démocratie, de la création d'un nouveau Haut Conseil ainsi que de l'existence d'une Revue historique, politique, sociale et économique de qualité. Un grand Prix Boutros-Ghali (paix, démocratie, développement) ou/et un Prix de la Déclaration de Bamako pourraient être de bons projets qui ne nuiraient nullement à la renommée de l'Académie des Sciences d'Outremer.**

Cette dernière intègre naturellement le fait que la langue est au cœur d'une culture et d'une civilisation. Elle est à la fois une mémoire, une façon de décrire et de dire le monde, un lieu central de transmission de tous les aspects d'une culture sans oublier la dimension essentielle de l'identité d'une nation. Attaquer la langue, c'est attaquer une nation en son cœur, compromettre son avenir et pulvériser son audience. L'attitude laxiste actuelle de beaucoup est suicidaire.

La défense de la langue française reste, plus que jamais, la tâche primordiale de la Francophonie.

L'Organisation de la Francophonie a voulu y ajouter une noble équation : la Francophonie et la démocratie seraient indissociables. L'organisation a porté cette responsabilité. **C'est une priorité qui perdure, mais ce n'est pas la première.**